

Êtes-vous titulaires d'un permis de propriétaire de taxi?

UNE ACTION COLLECTIVE POURRAIT VOUS AFFECTER. VEUILLEZ LIRE CET AVIS ATTENTIVEMENT.

Le 31 octobre 2018, une action collective contre la Procureure générale du Québec et le Gouvernement du Québec a été autorisée par l'honorable juge Mark G. Peacock de la Cour supérieure du Québec. L'action collective comprenait les propriétaires de permis de taxis dans les agglomérations visées par le projet de loi permettant à Uber d'opérer au Québec.

Le 16 janvier 2020, tous les propriétaires de permis de taxis au Québec depuis le 28 octobre 2013 ont été ajoutés à l'action collective.

Selon les allégations formulées par le représentant de l'action collective, Dama Metellus, le Gouvernement du Québec a exproprié les propriétaires de taxis sans verser une indemnisation préalable et raisonnable.

QUI SONT LES MEMBRES DE L'ACTION COLLECTIVE?

Vous êtes un membre de l'action collective si vous êtes ou avez été titulaire de permis de propriétaire de taxi dans la province de Québec depuis le 28 octobre 2013.

QUE POURRIEZ-VOUS OBTENIR?

Vous pourriez obtenir une compensation équivalente à la perte de valeur des permis de propriétaires de taxi. Des dommages punitifs de 1 000 \$ par membre sont également réclamés.

VOUS N'AVEZ RIEN À FAIRE POUR BÉNÉFICIER DE L'ACTION COLLECTIVE

Vous n'avez aucun formulaire à remplir pour le moment, ni de frais à payer. Toutes les personnes qui font partie du groupe pourraient avoir droit à un dédommagement si l'action collective réussit. Des avis seront alors publiés pour expliquer le processus pour obtenir une compensation et le tribunal déterminera le montant des honoraires des avocats calculés selon un pourcentage des compensations.

VOUS POUVEZ VOUS EXCLURE DE L'ACTION COLLECTIVE

Vous pouvez vous exclure au plus tard le 27 février 2020. Si vous ne vous excluez pas de l'action collective, vous serez lié par cette action et ne pourrez pas tenter votre propre recours individuel contre la Procureure générale du Québec et le Gouvernement du Québec. Si vous vous excluez, vous n'obtiendrez aucune compensation qui pourrait être versée dans le cadre de l'action collective.

Si vous voulez vous exclure, vous devez faire parvenir une lettre au greffe de la Cour supérieure du Québec à l'adresse suivante :

1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6

Vous devez préciser le numéro de cour de l'action collective, soit le 500-06-000811-162.

Vous devez aussi faire parvenir une copie de la lettre aux avocats qui représentent les membres, à l'adresse ci-dessous.

LES PRINCIPALES QUESTIONS QUI SERONT TRAITÉES COLLECTIVEMENT

Les principales questions de fait et de droit identifiées par le jugement d'autorisation ont été modifiées et sont maintenant les suivantes :

1- Le gouvernement a-t-il, de façon déguisée ou autrement, procédé à l'expropriation des permis de propriétaire de taxi?

Dans l'affirmative :

2- À quel moment a eu lieu cette expropriation?

3- Est-ce qu'il y a lieu de créer des sous-groupes en fonction du moment de l'expropriation?

4- Quelle est la date à laquelle la valeur des permis des membres du groupe doit-elle être calculée?

5- Est-ce que les sommes que le gouvernement a versées et versera aux détenteurs de permis de propriétaire de taxi constituent en droit l'indemnité juste et raisonnable réclamée par les membres du groupe ?

6- Dans la négative, quelle est la valeur de l'indemnité juste et raisonnable qui doit être versée aux détenteurs de permis de propriétaire de taxi?

7- Est-ce que les sommes que le gouvernement a versées et versera aux détenteurs de permis de propriétaire de taxi peuvent être déduites de l'indemnité juste et raisonnable réclamée par les membres du groupe ?

8- Les membres du groupe ont-ils droit à des dommages punitifs pour atteinte à l'article 6 de la Charte québécoise?

LES CONCLUSIONS RECHERCHÉES

Voici ce que le demandeur réclame à la Cour pour membres du groupe :

ACCUEILLIR l'action collective du demandeur pour le compte de tous les membres du Groupe;

DÉCRIRE le groupe comme suit :

Toutes les personnes physiques ou morales titulaires de permis de propriétaires de taxi au Québec depuis le 28 octobre 2013;

CONDAMNER la défenderesse et le Gouvernement du Québec à payer aux membres du groupe une somme équivalente à la perte de valeur des permis de propriétaires de taxi avec en sus l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle prévus à l'article 1619 du *Code civil du Québec*, et ce, depuis la date d'assignation;

CONDAMNER la défenderesse à des dommages punitifs de l'ordre de 1 000,00 \$ par membre avec l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle prévus à l'article 1619 du Code civil du Québec, et ce, depuis la date du jugement final;

ORDONNER que toutes les réclamations des membres soient recouvrées collectivement;

LE TOUT avec les entiers frais de justice, y compris les frais d'Avis et les frais d'experts;

L'INTERVENTION ET LES FRAIS DE JUSTICE

Un membre peut faire une demande à la Cour pour intervenir dans l'action collective. La Cour autorisera l'intervention si elle est d'avis qu'elle est utile au groupe.

Vous n'avez pas à payer les avocats des membres pour participer à cette action collective. En effet, s'ils obtiennent de l'argent ou des avantages pour les membres, ces avocats pourront demander des honoraires et des frais d'avocat qui seront déduits des sommes obtenues.

RESTEZ INFORMÉ

Si vous pensez être un membre de l'action collective et souhaitez recevoir de l'information sur les progrès du dossier, vous pouvez **vous inscrire** à notre liste d'envoi en remplissant le formulaire sur les sites internet de Trudel Johnston & Lespérance (<https://tjl.quebec/recours-collectifs/uber-perte-de-valeurs-des-permis-de-taxi/>) ou de Trivium Avocats (<https://www.triviumavocats.com/taxis-contre-ministere-des-transport/>), ou encore **contacter** les procureurs des membres aux coordonnées suivantes :



Trudel Johnston & Lespérance

750, Côte de la Place d'Armes, bureau 90
Montréal (Québec) H2Y 2X8
Ligne sans frais : 1 844 588-8385
info@tjl.quebec



Trivium Avocats

2500, boul. Lapinière, 2^e étage,
Brossard (Québec) J4Z 3V1
Téléphone : 450 926-8383
taxi@triviumavocats.com

Me Wilerne Bernard

B.B.C.H.M. Avocats

84 Rue Notre-Dame Ouest
Montréal, (Québec) H2Y 1S6
Téléphone : 514 223-5123 poste 201
wilernebernard@hotmail.com

Do you have a taxi owner's permit?

A CLASS ACTION COULD AFFECT YOU. PLEASE READ THIS NOTICE CAREFULLY.

On October 31, 2018, a class action against the Attorney General of Quebec and the Government of Quebec was authorized by the Honorable Justice Mark G. Peacock of the Superior Court of Quebec. The class action includes taxi owner's permit holders in the agglomerations affected by the bill that allows Uber to operate in Quebec.

On January 16, 2020, all taxi owner's permit holders in Quebec since October 28, 2013 were added to the class action against the Attorney General of Quebec and the Government of Quebec.

According to the allegations made by the class representative, Dama Metellus, the Government of Quebec expropriated taxi permit holders without paying them reasonable advance compensation.

WHO ARE THE MEMBERS OF THE CLASS ACTION?

You are a member of the class action if you are or have been a holder of a taxi owner's permit in the province of Quebec since October 28, 2013.

WHAT COULD YOU GET?

You could get compensation equivalent to the loss of value of the taxi owner's permit. Punitive damages of \$1,000 per member are also being claimed.

YOU DO NOT NEED TO DO ANYTHING TO BENEFIT FROM THE CLASS ACTION

There are no fees to pay, and no forms to fill out at this time. If the class action is successful, everyone in the group could be entitled to compensation. If the class action succeeds, notices will be published explaining the process of for obtaining compensation and the Court will determine the lawyers' fees based on a percentage of the compensation awarded.

YOU CAN EXCLUDE YOURSELF FROM THE CLASS ACTION

You have up to February 27, 2020, to exclude yourself from the class action. If you do not exclude yourself from the class action, you will be bound by this action and will not be able to bring your own separate action against the Attorney General of Quebec and the Government of Quebec. If you exclude yourself, you will not receive any compensation that could be paid as a result of this class action.

If you wish to exclude yourself, you must send a letter to the registry of the Superior Court of Quebec at the following address:

1 Notre-Dame Street East, Montreal, Quebec H2Y 1B6

You must specify the file number of the class action, which is 500-06-000811-162.

You must also send a copy of the letter to the lawyers representing the members at the address below.

THE MAIN ISSUES THAT WILL BE TREATED IN COMMON

The main questions of fact and law identified by the judgment authorizing the class action have been amended and are now as follows:

1- Did the government, covertly or otherwise, expropriate taxi owners' permits?

If the answer to the first question is yes, then:

2- When did that expropriation take place?

3- Is there a need to create sub-groups of the members based on when the expropriation took place?

4- What is the date upon which the valuation of the class members' permits should be based?

5- Do the amounts that the government has already paid and will pay to the taxi owner's permit holders constitute fair and reasonable compensation in law, as claimed by the class members?

6- If not, what is the value of the fair and reasonable compensation to be paid to the taxi owner's permit holders?

7- Can the amounts that the government has already paid and will pay to the taxi owner's permit holders be deducted from the fair and reasonable compensation claimed by the class members?

8- Are class members entitled to punitive damages based on a violation of section 6 of the Quebec Charter?

CONCLUSIONS SOUGHT

Here is what the plaintiff is asking the Court on behalf of class members:

ALLOW the plaintiff's class action on behalf of all members of the class;

DEFINE the group as follows:

All natural or legal persons who have held taxi owners' permits in the province of Quebec since October 28, 2013;

CONDEMN the defendant and the Government of Quebec to pay class an amount equivalent to the loss of value of that permit, plus interest at the legal rate and the

additional indemnity provided for in article 1619 of the *Civil Code of Québec*, from the date of the summons;

CONDEMN the defendant to pay punitive damages in the amount of \$1,000.00, plus interest at the legal rate and the additional indemnity provided for in article 1619 of the *Civil Code of Québec*, from the date of the final judgment;

ORDER collective recovery for all claims of the members;

THE WHOLE with full costs, including notice fees and expert fees;

INTERVENTION AND COSTS

A member may apply to the Court to intervene in the class action. The Court will allow the intervention if it is of the opinion that it is useful to the class.

You do not have to pay class members' lawyers to participate in this class action. In the event that the lawyers obtain money or benefits for the class members, the lawyers can ask for professional fees and legal costs to be deducted from the amounts obtained.

STAY INFORMED

If you think you are a member of the class action and wish to receive information on the progress of the file, you can **subscribe** to our mailing list by completing the form on the websites of Trudel Johnston & Lespérance (<http://tjl.quebec/en/class-action/uber-loss-of-value-of-taxi-permits/>) or of Trivium Avocats (<https://www.triviumavocats.com/taxis-contre-ministere-des-transport/>), or **contact** the lawyers for the class members using the information below:



Trudel Johnston & Lespérance

750, Côte de la Place d'Armes, office 90
Montreal (Quebec) H2Y 2X8
Toll free : 1 844 588-8385
info@tjl.quebec



Trivium Avocats

2500, boul. Lapinière, 2^e étage,
Brossard (Québec) J4Z 3V1
Téléphone : 450 926-8383
taxi@triviumavocats.com

Me Wilerne Bernard

Me Myriam Moussignac

B.B.C.H.M. Avocats

84 Rue Notre-Dame Ouest
Montréal, (Québec) H2Y 1S6
Téléphone : 514 223-5123 poste 201
wilernebernard@hotmail.com